

Logement social, vulnérabilité sociale et travail social: Un Essai sur la défaillance du changement social dans les quartiers sociaux

Santos, Clara

Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation,

Université de Coimbra

clarasantos@fpce.uc.pt

Abstract:

Les solutions mises en œuvre au niveau des politiques actuelles de logement social ont encouragé la concentration des familles aux problèmes économiques, sociaux et culturels similaires. L'implication des travailleurs sociaux dans ces quartiers a été guidée par un idéal de «réhabilitation» (Mendes 1997: 73), dans la mesure qu'il faut "(...) les réhabiliter symboliquement aux yeux de la ville, afin que les résidents soient libérés d'une image de soi dévalorisée "(Pepper, Ferreira et Ferreira, 2001: 47) .

La question du contexte spatial et les représentations sociales créées semble particulièrement importante dans la (re)construction des identités des résidents des logements sociaux, qui sont contraints de trouver des moyens de démarcation face au quartier et à la plupart des habitants, dans le but de se préserver. À ce processus de (re) construction, les individus doivent "(...) être reconnus en tant qu'acteurs et non comme figurants, comme des objets, comme des défis ou comme spectateurs de décisions les concernant qui leur échappent et auxquelles ils courent le risque d'échapper. "(Clavel, 2004: 180). Cette évolution doit s'assurer qu'habiter n'est pas seulement avoir un toit, mais comprend également l'inclusion sociale en soulignant les partenariats favorisant le développement d'actions en vertu des différents programmes existants.

La communication proposée, examine les aspects de création d'identités "désaffiliées" dans les logements sociaux et les défis auxquels sont confrontés des travailleurs sociaux dans ce contexte.

1. Introduction: Les quartiers sociaux et la rupture du lien social

Le logement social et les finalités inhérentes à sa mise en place, sont liés dès le départ à des processus de régulation et de normalisation sociale d'un groupe de population victimisé ou agent de phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale.

Ce groupe dépasse largement la médiation de la répartition des revenus, se retrouvant ainsi dépendant des services de protection sociale et des mécanismes de subventions de l'Etat, mais stigmatisé de représentations symboliques de faiblesse structurelle telle que les familles dysfonctionnelles, les centres marginalisés et les économies parallèles provoquant la "ghettoïsation" des quartiers sociaux.

Les faiblesses d'intervention et de réinsertion sociale d'une grande partie de la population révèlent un impact négatif, où perdurent les modes de vie, le fonctionnement et le maintien de contextes territoriaux d'exclusion dans lesquels on assiste à la construction et la (re) construction de pratiques sociales, de vieille et de nouvelle philosophies et de méthodologies d'intervention sociale qui, tout comme le territoire, tendent à se cristalliser sans que l'on observe de rupture dans le cycle de précarité et de vulnérabilité sociale de ses acteurs.

Les quartiers sociaux sont configurés dans ce contexte, comme un domaine complexe de l'intervention sociale où se multiplient des mesures correctives de «dommages collatéraux», fragmentées tant en termes de population cible (mineurs, groupes ethniques, chômeurs, délinquants, entre autres) qu'en termes d'objectif d'intervention (récupération de logement, scolarisation, formation professionnelle, réhabilitation, entre autres). Dans les deux approches, le territoire, comme s'il était doté d'une identité ou d'une personnalité propre, conserve son schéma fonctionnel et se développe en termes de représentations péjoratives perçues non seulement par la population extérieure, mais surtout, par ses habitants qui cèdent au symbolisme de ces représentations, en adoptant un comportement en leur faveur.

Les quartiers sociaux potentialisent les processus de désaffiliation et d'exclusion sociale, étant simultanément stigmatisés de part l'image qu'ils véhiculent. La majorité des habitants de ces quartiers vivent intensément, ce mouvement paradoxal d'intégration / exclusion. Si d'une part, ils aspirent à un mode de vie différent, socialement intégré et normalisé, d'autre part, les regards de l'extérieur reflétant la distance que d'autres préféreraient garder, vont les renfermer dans le quartier face à la société, en les faisant adopter un comportement auto défensif et

auto-justificatif de leur propre condition, menant ainsi à une homéostasie fonctionnelle plutôt qu'à un processus de changement social.

Briser ces chaînes symboliques, représentatives de ce phénomène territorial, implique non seulement de réfléchir sur la pertinence des politiques publiques, mais aussi sur les stratégies méthodologiques et émancipatrices qui ont été accomplies dans ces espaces où le Service social a occupé une place privilégiée en termes d'intervention sociale.

L'importance d'une nouvelle approche procédurale du Service Social implique alors une conscience politique de ses actions, tout comme une approche réfléchie qui se traduit, d'après nous, par le principe de proximité avec les habitants au moyen de la consolidation d'un nouveau contrat ou pacte social soutenus par les principes d'engagement, de participation et d'action collective où le sujet serait reconnu pour sa capacité à «agir sur les situations de sa vie et les problèmes qui l'affectent (Giuliani à White, 2009: p.85).

2. Rationalité Politique et Légitimation des Espaces Sociaux

Le logement est considéré comme un droit substantiel. Il influence l'accès à d'autres droits fondamentaux, persuade la condition des personnes à avoir une vie décente et constitue de cette façon, une condition essentielle pour l'individu à l'inclusion symbolique et instrumentale dans divers domaines de la vie sociale tel que l'accès à l'emploi, l'exercice de la responsabilité parentale et l'accès à un ensemble de services et de subventions lui conférant une identité et le configurant comme un citoyen actif. (Pestana&Santos, 1997).

En effet, le logement social est intégré dans les mesures de politique sociale du gouvernement et du Pouvoir Local, et constitue dès le départ une réponse structurelle pour les personnes aux faibles ressources économiques, leur permettant d'accéder à un logement qui rassemble les conditions nécessaires à leur développement et qualité de vie. Le logement constitue des fonctions d'abri et de reproduction de la famille, représentant un élément clé dans la construction de la personnalité, l'intégration sociale et la socialisation de l'individu. Et c'est précisément dans cette perspective que le logement social, initialement conçu comme une mesure politique de l'État Providence pour résoudre un problème social, se transforme paradoxalement en un problème social affectant non seulement ses résidents, mais également l'ensemble du tissu social environnant.

Dans Capucha (2005), le logement social au Portugal (et, par conséquent dans tous les pays européens qui ont suivi la même idéologie politique de relogement et habitation sociale) est considéré comme un problème social lorsque la situation de précarité des citoyens a été résolue par des mesures et des stratégies politiques et sociales, elles-mêmes précaires et constituant des actions à caractère distributif et normalisateur, sans tenir compte des orientations culturelles et des représentations symboliques des personnes, des familles et des groupes affectés, tout comme la compréhension de la dynamique sociale, économique, politique et culturelle (Capucha, 2005).

Dans ce contexte, la "construction" du problème social gagne un contour spécial, historique et social répertorié de façon, plus ou moins, homogène dans la littérature scientifique et dans les décrets lois spécifiques.

3. L'identité "Désaffiliée" dans les quartiers sociaux

Si le droit au logement digne semble indubitable, les doutes relatifs au processus d'intégration sociale et la politique des communautés dans les quartiers sociaux ainsi que leurs conséquences sociales soulèvent diverses questions. La première émane du manque de planification stratégique et d'une vision holistique défailante sur le processus de relogement le transformant ainsi en problème social. Comme alerté dans Guerra (1990, p 190)

“reconnaître que la politique du logement social des années 60-70¹ a été un échec.

Un échec pas seulement sur le plan architectonique, mais aussi sur les solutions d'urbanisme de densification, de désintégration et sur des projets inachevés, dans les normes d'attribution de foyers, et à d'autres niveaux. ”

C'est dans les quartiers sociaux qu'a été "rangé" un groupe dense de la population, très homogène aussi bien en termes culturels, ethniques, qu'en termes de capital d'exclusion sociale favorisant la construction de "ghettos" d'exclusion associés à des comportements marginaux et à une population stigmatisée par le territoire où elle s'inscrit, auxquels s'associent des pratiques sociales désajustées, des modes de vie et d'occupation résidentielle paradoxale liée à des logiques identitaires (notamment du cadre rural) perturbatrices face à l'espace où celles-ci ont été "casées".

¹ Référence au contexte portugais dans ce cas concret.

De nos jours, en 2015, nous faisons face aux problèmes liés au logement social. D'une part, les quartiers sociaux construits à partir des années 70 existent toujours et l'intervention sociale menée auprès des communautés n'a pas été mobilisatrice en ce qui concerne une action collective efficace en vue d'une transformation sociale des processus d'exclusion. D'autre part, le manque de subventions au maintien des foyers a occasionné des processus de rupture sociale, où les agrégats respectifs, face au changement brusque de conditions de vie, vivent des situations dramatiques dépendants de mécanismes distributifs de protection sociale, clairement insuffisants pour subvenir aux besoins quotidiens.

D'après Clavel (2004) le logement est un des signes matériels et quantifiables de l'exclusion, en l'associant à des indicateurs de vulnérabilité sociale comme : a) la moindre inexistence de confort dérivé d'un degré élevé d'insalubrité; b) la surcharge et l'inadéquation générale des logements, avec des répercussions sur les pratiques sociales communautaires; c) l'inaccessibilité aux infrastructures de base comme l'électricité, l'eau courante, ou les égouts. Ces indicateurs bien qu'on ne puisse les considérer comme précurseurs contribuent à des phénomènes d'inégalité sociale, de dégradation des réseaux de sociabilité et une disparition du pouvoir réel et symbolique ressenti par l'individu pouvant déclencher des processus de dégradation des relations sociales, en raison d'inégalités d'accès au logement.

L'habitation, détient un rôle important dans cette quête de structuration de la vie sociale, *"en découle de son influence la matérialisation et la reproduction de la division technique et sociale de l'espace, de part la signification que la localisation détient dans ce processus"* (Gros, cit. in Serra 2002 : 77), tout comme un rôle socio-spatial de référence (Serra 2002 : 77). Le territoire n'est pas impartial dans la construction d'identités individuelles et collectives des citoyens qui l'occupe. Au contraire, ils favorisent activement l'action collective (symbolique et réelle), contribuant ainsi à la construction de positions sociales, de cadres d'interaction et de construction d'un système de règles (souvent implicite) qui incite et façonne le comportement individuel et collectif.

En reconnaissant les représentations sociales comme des systèmes d'interprétation qui dirigent notre relation au monde et vis-à-vis des autres, guidant et organisant les comportements et la communication sociale, les quartiers sociaux, et par conséquent, les habitants qui y vivent, sont associés à la relégation sociale et spatiale (Fernandes, cit. in Capucha, 2005: 80) menant à l'attribution de connotations

négatives, affectant ainsi la valeur des résidents sur l'échelle du prestige social, dans la mesure où ils sont confrontés *“à des regards négatifs et à des réactions de dédain et suspicion par amalgame immédiat de ces habitats à la consommation de drogues, (...)”* (Queiroz & Gros, 2002: 189).

La dégradation urbaine du local, la question de sociabilité entre les divers groupes, représentée par le mauvais voisinage, le racisme et les actes marginaux, mais surtout, la mauvaise image du quartier (Gonçalves, 1994: 241), sont autant de facteurs qui génèrent des phénomènes interactifs aux implications très sérieuses sur la sociabilité (Ibidem). De cette façon, l'espace est un

“agent actif d'enregistrement de pratiques sociales, une réalité complexe dont l'analyse devrait inclure, outre les caractéristiques de l'espace physique en lui-même, une immensité de variables sociales et culturelles à partir desquelles se produisent des situations spécifiques et des systèmes d'images et de représentations, dont dépendra la façon de l'individu à s'appropriier et appréhender cet espace . (Gonçalves, 1994: 140).

On considère l'existence d'espaces propices à la pauvreté et à l'exclusion sociale, dans la mesure où sont créées, des images et des représentations sociales bornées concernant certaines catégories sociales de la population.

(Capucha, 2005: 104),

“Les contraintes qui limitent les opportunités d'accès aux ressources fondamentales, dans le but de participer aux modes de vie compatibles avec les modèles dominants des sociétés modernes” (Queiroz & Gros, 2002: 125), devenant un héritage visible, discontinu et en contraste par rapport au milieu comme le décrit l'auteur Capucha (2005:161):

Fonctionnant comme *“ des containers institutionnels de pauvreté, incapables de résoudre d'une manière satisfaisante les problèmes à la source, développant, reproduisant ou aggravant les clivages internes, le malaise, la perturbation culturelle et sociale.”* (Almeida et al 1992: 117) Dans ces cas-là,

“Nous observons un type de population qui, dû aux faibles ressources sociales, culturelles et relationnelles, ne parviennent à intérioriser les normes et les habitudes nécessaires à une intégration satisfaisante, sombrant ainsi, dans une situation de "blocage culturel", autrement dit, dans une situation de «(...) "traditionalisme renforcé (...), décontextualisé (...), un repli sur soi, dans une situation ressentie comme une menace pour l'identité propre.»” (Schnapper cit. in Gonçalves, 1994: 146).

Le quartier se forme, en effet, dans un contexte spatial marqué par *“l'infériorisation sociale et culturelle”*, affectant, non seulement les minorités ethniques, mais aussi, transversalement, toute la population, bien que de façon différente suivant les acteurs concernés (Gonçalves, 1994: 147). Diverses études

sociologiques mentionnées par l'auteur Heitor (2001) tendent à mettre en avant l'“(...) insatisfaction des habitants envers l'espace résidentiel environnant et l'alerte sur les problèmes de désintégration, d'isolement social et d'insécurité, aux répercussions négatives sur la vie urbaine en général.”. Isabel Guerra, souligne que

“les habitants de ces quartiers ressentent fortement cette stigmatisation sociale non pas parce qu'ils assument, individuellement, avoir un statut déviant, mais parce qu'ils intériorisent cette image publique socialement dévalorisée l'associant à des éléments précis du quartier. De part l'assimilation qui existe entre le quartier et ses résidents, habiter dans ces quartiers signifie risquer d'avoir une image de marginal, délinquant, indésirable.” (Guerra, cit. in Pimenta, Ferreira & Ferreira, 2001: 47) .

4. L'intervention effectuée, qui s'effectue et devrait s'effectuer

Étant donné les innombrables problèmes émanant du logement social et l'échec de tant d'autres projets et programmes qui sont apparus au long des décennies, beaucoup de villes du monde adoptent un mécanisme extrême d'intervention passant par la démolition des quartiers sociaux, puisque cette solution s'avère économiquement plus avantageuse que de corriger les défauts de ces mêmes quartiers et des projets mis en place (Pestana&Santos, 1997). Dans notre pays nous avons quelques exemples de ce type de mesure, comme la démolition des tours du Bairro do Aleixo à Porto.

Au niveau de la politique sociale et des programmes d'actualité, la réhabilitation sociale est devenue une préoccupation, dans la mesure où l'on doit *“(...)les réhabiliter symboliquement aux yeux de la ville, afin que les propres habitants se libèrent d'une image dévalorisée”* (Pimenta, Ferreira & Ferreira, 2001, p. 47).

Le "Mémorandum de Consensus sur les Contraintes de la Politique Économique" (ratifié entre le Gouvernement et le FMI/UE), relatif au "marché du logement" cite comme principaux objectifs:

“Améliorer l'accès des familles au logement; promouvoir la mobilité du travail; améliorer la qualité des logements et mieux tirer profit des maisons de logement déjà existantes; et réduire les incitations à l'endettement des familles.” (Coelho, 2011)

Et dans le cadre du Plan Stratégique National pour une Politique du Logement – 2008/2013 *“le risque de stigmatisation des territoires exclus s'agrandit avec l'élargissement de l'orientation des politiques pré-formulées”* (Koga, cit. in

Romeiras, 2009,p. 194). Cette focalisation des politiques devra insister sur la participation active de tous les acteurs sociaux concernés (Romeiras, 2009,p. 194).

Dans le développement des politiques et des programmes de logement, il est important que les individus soient *"reconnus comme des acteurs et non pas comme des figurants, comme des objets, comme des défis ou comme des spectateurs de décisions les concernant et qui leur échappent et auxquelles ils courent le risque d'échapper."* (Clavel, 2004,p. 180).

Nous observons ainsi deux formes d'intervention coexistantes dans ces quartiers sociaux : 1) on assiste à des actions individualisées auprès des familles et/ou des individus dans le but d'un ajustement social aux normes et aux revendications des politiques publiques en vigueur. Dans cette première dimension, le sujet et/ou la famille est maintenu dans la communauté avec des codes de conduite inaperçus en accord avec les groupes de référence et d'appartenance mais essentiels pour ces familles, leurs groupes de soutien informel et de légitimation sociale se trouvant à l'intérieur du quartier.

Cependant l'intervention sociale qui vise l'ajustement social de ces mêmes citoyens exige que ces derniers abandonnent leurs pratiques sociales qu'ils reconnaissent et valident. Cette rupture se transmet par l'exigence de nouvelles habitudes sociales, de nouveaux comportements et des valeurs que les individus et les familles semblent accepter mais qui ne sont pas vraiment intégrées puisqu'elles ne font pas partie de leur bagage identitaire. Elles ne servent qu'à l'obtention ou à l'accès d'aides sociales. En entrant dans ce cercle, le non-respect des mesures de contractualisation sociale est continu, l'entrée et sortie du marché du travail est cyclique et les individus et les familles semblent ne jamais rompre avec les mécanismes d'exclusion sociale.

2) L'autre forme d'intervention passe par la déterritorialisation. Soit, les experts tentent de briser les chaînes communautaires à travers la rupture spatiale, en délogeant la famille et/ou le sujet d'un endroit à un autre afin de pouvoir y construire de nouvelles histoires, de nouvelles relations et dans ce cas permettre l'ajustement social de l'individu (Jovchelovitch, 2007, p. 74).

Même dans cette deuxième dimension d'intervention, l'aspect symbolique et la représentation sociale que ces individus possèdent ne peuvent pas leur être "arrachés." Ici les familles tendent à adopter deux mouvements : a) ils renient l'identité assumée pendant les années de socialisation secondaire, en cherchant de nouveaux symboles et de nouveaux groupes de référence et d'appartenance qui

puissent légitimer ou pas leur quête de transformation sociale ou b) ils ne parviennent pas à se détacher de l'identité qui leur a été attribuée par les autres dans ce nouveau territoire et qui entre en conflit avec leur propre image, l'inexistence de groupes de soutien dans ce nouvel espace représentant un fait pesant. Dans n'importe quel cas, le vrai changement n'est pas atteint puisque l'intervention se concentre sur les individus comme des fragments libres au sein de l'espace social, sans que soit menée une réelle intervention à caractère holistique dans la communauté géo-symbolique du quartier social.

5. Conclusion: Le Travail Social

Le principe d'orientation de la pratique professionnelle des intervenants étant que *“Les personnes ne sont pas des choses à caser dans les tiroirs”* (Guerra, cit. in Romeiras, 2009: 189), il est prépondérant que les Assistants sociaux n'attendent pas *“que les transformations adviennent, de notre responsabilité d'agir, de présenter des propositions de travail concrètes, basées sur l'expérience du terrain qui est si riche, mais rarement systématisée.”* (Romeiras, 2009:191).

Cette action se développe sur deux lignes conductrices, celle à caractère préventif ou à caractère curatif. Dans le premier cas (action préventive), il s'agit d'éliminer, à l'avance, les causes de la pauvreté à divers niveaux, comme l'emploi, le niveau des salaires, l'inadéquation des retraites et d'autres fonds, le niveau d'études et de qualification professionnelle, incitant sur une intervention défendue également par l'auteur, Capucha (2005), fomentant la qualification professionnelle et relationnelle et, dans les cas les plus difficiles, ajouter des mesures visant le (ré)apprentissage de styles de vie réguliers (Ibidem), l'accès aux services de santé, l'accès à la sécurité sociale, entre autres. Dans le deuxième cas (action curative), l'intervention devra résoudre trois types de problèmes : la privation (les carences); les conséquences de la pauvreté pourront déclencher des pertes au niveau psychologique et social, les habitudes et les comportements diversifiés et finalement, les causes de la pauvreté (Costa, 1998: 52). Dans l'une des deux actions *“il est important que les personnes s'assument comme des sujets et pas seulement comme des démunis (...)”* (Koga, cit. in Romeiras, 2009: 192).

Outre une pratique professionnelle centrée sur le territoire où s'insèrent les quartiers sociaux, il est indispensable que les Assistants sociaux prennent en

considération les trajectoires qui ont mené la personne ou la famille dans sa situation de pauvreté et d'exclusion sociale (Costa, 1998).

Toutes pratiques professionnelles et facteurs explicités font que le travail des professionnels du Service Social, dans le domaine du logement social développé dans les entités de protection sociale, attinge les objectifs escomptés basés sur le développement et la capacité des individus et de leurs familles, en promouvant en dernière instance le dépassement de problèmes et l'intégration des individus dans la société.

Bibliographie

Jovchelovitch, S (2007) *Representatives, community and culture* . New York: Routledge.

Baptista, L. (1999). *Cidade e Habitação Social*. Celta Editora, Lda., pp. 5-122, 167-181;

Barros, C.P .& Santos, J.C.G.(1997). *A habitação e a reintegração social em Portugal*. Lisboa: Editora Vulgata;

Capucha, L. (2005). *Desafios da Pobreza*. Oeiras:Celta Editora, Lda., pp. 76-230;

Clavel, G. (2004). *A Sociedade da Exclusão, compreendê-la para dela sair*. Porto: Porto Editora, Lda., pp. 21-176;

Costa, A. (1998). *Exclusões Sociais*. Gradiva Publicações, Lda., pp. 34-56;

Guerra, Isabel (1990), "As pessoas não são coisas que se ponham em gavetas". In: *Sociedade e Território*, nº 20, Lisboa: Afrontamento;

Pimenta, M., Ferreira, L. & Ferreira, J. (2001). *Estudo socioeconómico da Habitação Social, Porto. Câmara Municipal do Porto, Pelouro de Habitação e Acção Social*.

Queiroz, M. & Gros, M. (2002). *Ser jovem num bairro de Habitação Social*. Lisboa:Campo de Letras;

Romeiras, R. (2009). O Papel do Serviço Social na concepção e execução de políticas de habitação. A prática profissional em processos de realojamento, segundo uma perspectiva de território. *Lusíada. Intervenção Social*, Lisboa, n.º 35, pp. 188-195;

Santos, C.C.&Teixeira, S.M. (In Press). *Habitação Social, Vulnerabilidade Social e Serviço Social: Um Ensaio sobre o fracasso da mudança social nos Bairros Sociais*;

Serra, N. (2002). *Estado, Território e Estratégias de habitação*. Quarteto Editora;

Augusto, N.M. (2000). *Habitação Social – da Intenção de inserção à ampliação da exclusão*. Atas do IV Congresso de Sociologia. 1(1), 1-18. Recuperado em 2 de

Outubro de 2014, de
http://www.aps.pt/cms/docs_prv/docs/DPR462df3cd04e3f_1.PDF
Cachado, R. (2009, Novembro/Dezembro). Habitação Social nas últimas décadas. *Vírus*, 12-18. Recuperado em 30 Outubro, 2014, de <http://www.esquerda.net/virus/media/07virushabsoc.pdf>;
Coelho, A. (2011, Julho). Por uma nova política de habitação de interesse social em Portugal. *Infohabitar*, Ano VII, n.º 351. Recuperado em 30 Outubro, 2014, de <http://infohabitar.blogspot.com/2011/06/por-uma-nova-politica-de-habitacao-de.html>;
Gonçalves, A.C. (1988). Os bairros urbanos como lugares de práticas sociais. *Revista da Faculdade de Letras*. 4(1). Porto: Universidade do Porto, 15-31. Recuperado em 1 de Outubro 2014 em <http://repositorio-aberto.up.pt/bitstream/10216/8357/2/1547.pdf>
Rodrigues, E., Samagaio, F., Ferreira, H., Mendes, M. & Januário, S. (n.d). *A Pobreza e a Exclusão Social: Teorias, Conceitos e Políticas Sociais em Portugal*. Recuperado em 15 Outubro, 2014, de <http://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1468.pdf>;